

Lutter contre les inondations par la mobilisation des habitant.e.s dans la banlieue de Dakar

Retour d'expérience du projet Ping-Giri

FICHE MÉTHODOLOGIQUE N° 1 : Produire la ville par les habitant.es - Approche générale du projet

Les inondations, une problématique à géométrie variable

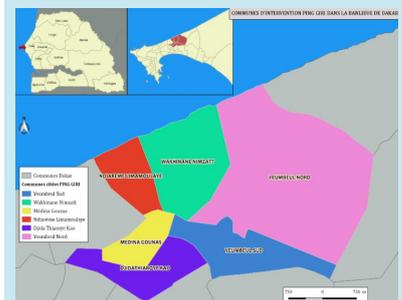
Les inondations à Dakar touchent la plupart des quartiers de la ville. Cependant, les réponses sont différenciées en fonction des quartiers : en effet, les quartiers périphériques ne sont pas priorités dans les politiques publiques, alors qu'ils abritent une population particulièrement vulnérable. En l'absence de projets structurants, les habitant.es se mobilisent pour améliorer leur cadre de vie. En coordination avec les institutions publiques, ils développent une forme d'action d'intérêt public innovante.

Renforcer la résilience à travers une dynamique locale

La résilience ou la capacité à surmonter un choc, peut être définie comme l'aptitude des populations - ou d'un territoire - à prévenir un choc (capacité de préparation), à y faire face (absorption/récupération) et à anticiper de futurs chocs (capacité de transformation). Le projet Ping-Giri a tenté de répondre à ces trois axes en améliorant le pouvoir d'agir local : chaque étape du projet est pensée pour que les habitant.es soient en position de décider, de négocier ou *a minima* de participer aux activités ou aux décisions du projet. Il s'inscrit dans « le mouvement » de la **production de la ville avec et par les habitant.es**. Il s'est articulé autour de 5 étapes, qui sont co-construites entre les habitant.es, les communes et les institutions publiques:

1. Planifier et prioriser les actions de manière cohérente aux planifications existantes ;
2. Définir les ouvrages à réaliser (études et chiffrage) ;
3. Assurer le portage et financer les ouvrages ;
4. Exécuter la réalisation des ouvrages ;
5. Gérer les ouvrages : clarifier les rôles et responsabilités, définir les modalités de gestion et assurer leur mise en œuvre;

Le projet Ping-Giri



Objectif : renforcer la résilience des quartiers périphériques de Dakar au risque d'inondation

Durée : 4.5 ans (2019-2023)

Budget : 900 k€

Les partenaires

Les communes et les habitant.es assurent une maîtrise d'ouvrage partagée des actions ;

La DPGI et l'ANACIM accompagnent le projet ;

L'ONAS assure la gestion des ouvrages enterrés;

Le Gret, urbaSEN, la FSH et urbaMonde mettent en œuvre le projet;



Atelier de planification participative: identification des problèmes liée aux inondations



Opération pré hivernale: Entretien de regard de visite par la commune de Wakhinane



Rue inondée dans la commune de Wakhinane

Approche et principaux résultats du projet

1. La planification participative de 5 communes face au risque inondation

Les planifications conduites de manière participative dans les 5 communes ont permis d'identifier et de prioriser des actions pouvant être mises en place au niveau local. Des cartes permettent de visualiser les infrastructures existantes et les investissements à réaliser.



2. La réalisation d'études détaillées d'ouvrages adaptés de gestion des inondations

Un ouvrage de gestion des eaux pluviales s'insère dans son environnement. L'enjeu des nouveaux ouvrages est donc de traiter les eaux du sous-bassin-versant et orienter les flux selon le schéma du plan de drainage de Dakar.

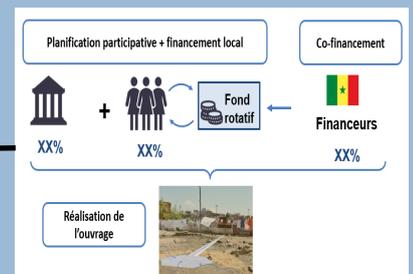
Des études permettent d'assurer une conception et un dimensionnement cohérent avec cet environnement et la planification sectorielle.

Les ouvrages proposés dans le projet sont pour la plupart à la portée du financement des acteurs locaux : habitant.es et collectivités.



3. Un portage et un financement partagés des ouvrages

Un groupe d'habitant.es se constitue pour porter le projet, en partenariat avec la commune : ce sont les porteurs des ouvrages. Grâce au fonds rotatif, les habitants cofinancent l'ouvrage ; ils valident les études avec les services techniques municipaux.



4. La réalisation d'ouvrages de gestion des inondations dans les quartiers

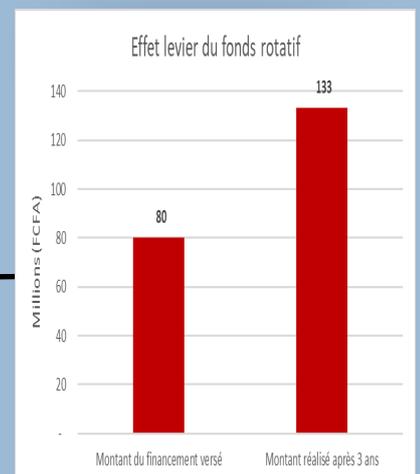
Des ouvrages permettant d'infiltrer les eaux ou d'orienter les flux vers les réseaux de drainage à l'échelle d'une rue ou d'un quartier ont été réalisés par des artisans locaux : 7 arrêtoirs, 1 caniveau superficiel avec pavage, 3 réseaux de drainage conventionnel. En parallèle, la gestion des eaux usées est améliorée, permettant de réduire les rejets dans les rues, à travers la réalisation de 17 puisards. Le coût de chaque ouvrage varie en fonction de sa dimension. A titre d'exemple, les prix moyens des ouvrages sont évalués comme suit : 600 000 FCFA pour 1 puisard, 1 000 000 FCFA pour 1 arrêtoir, 1 200 000 FCFA pour 1 module latrine et douche domiciliaire, 5 à 15 MFCFA pour le traitement d'une rue.



5. Le fonds rotatif pour la rénovation urbaine

Ce fonds d'épargne communautaire permet aux habitant.es de mobiliser une avance pour le financement de travaux, que ce soit pour leur logement ou des projets communautaires. A l'échelle de la parcelle (échelle familiale), il a permis de financer des opérations d'amélioration de l'habitat, de rénovation préventive et curative, de sanitaires ou la réalisation d'ouvrages dédiés aux activités génératrices de revenus.

Le financement est assuré entièrement par l'octroi d'un prêt aux bénéficiaires, remboursable sur 20 mois. 140 ouvrages à la parcelle dont 44 ouvrages d'extension, 19 et 58 ouvrages de rénovation respectivement préventive et curative, 17 opérations de changement de sanitaire et 2 ouvrages d'AGR ont ainsi pu être réalisés pour un montant total proche de 133 MFCFA, incluant une dotation des bailleurs à hauteur de seulement 80 MFCFA, soit un effet levier de 60%. Cet argent continuera d'être mise à profit à travers d'autres prêts à d'autres habitants.





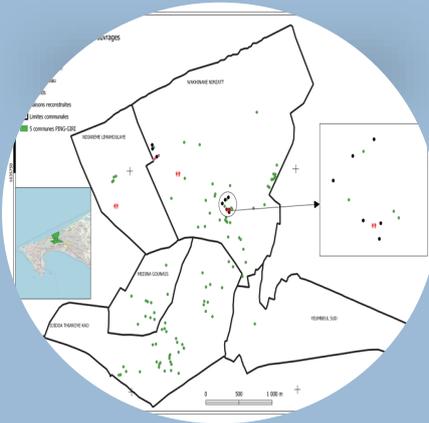
6. Approche genre

Après une analyse sur les inégalités de genre dans le domaine des inondations, des actions ont été réalisées afin les réduire et de renforcer le pouvoir de décider et d'agir des femmes. Le projet a permis ainsi une prise de conscience de groupes sur ces inégalités, la participation active des femmes au sein des activités (mobilisation communautaires, gestion des ouvrages) ainsi que l'amélioration dans la prise de parole en public. Les groupes porteurs des projets sont des groupes membres de la FSH, majoritairement composée de femmes.



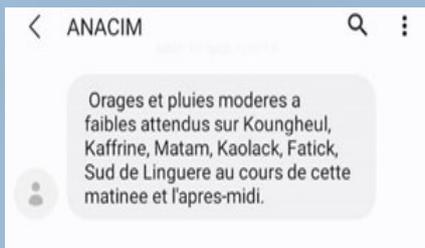
7. Le partage d'informations

De nombreux acteurs interviennent dans le champ de la lutte contre les inondations : institutions publiques, organisations de la société civile, ONG, bureaux d'études, acteurs de la recherche et de l'enseignement. De nombreuses études et travaux sont menés sans que chacun en soient bien informés. Afin de pouvoir mieux partager la connaissance, la plateforme inondations-dakar.org a été créée.



9. La cartographie et les attestations d'occupation foncière

Outil nécessaire à la planification, la cartographie a également permis aussi de générer 287 Attestations d'Occupations Foncières (AOF), titre permettant de sécuriser le foncier des habitant.es.



8. La sensibilisation au risque inondation et la mise en place de systèmes d'alerte

La réduction des impacts des inondations dépend aussi des pratiques des habitant.es et de leur connaissance du risque. Le projet a ainsi agi sur deux leviers : en premier sur la sensibilisation au risque inondation des bénéficiaires directs et indirects des ouvrages réalisés (1 400 habitants pour les 140 ouvrages à la parcelle et 5 000 bénéficiaires pour les ouvrages communautaires). En second lieu, en partenariat avec l'ANACIM, un système d'alerte par SMS a été expérimenté. Ils sont envoyés avant l'arrivée d'épisodes pluvieux auprès de 500 relais locaux (porteurs de projet, équipes municipales) qui les diffusent à leur entourage.



10. La gestion des ouvrages

La gestion des ouvrages s'effectue en fonction des domaines de compétences : l'ONAS pour les réseaux enterrés, les communes pour les ouvrages de surface.

Au regard de l'étendue du territoire et des capacités de ces institutions, la gestion quotidienne des petits ouvrages est confiée aux usagers qui bénéficient en premier de ces ouvrages. Des règles de délégation de la gestion sont instaurées, avec des droits d'usages et des devoirs (nettoyage, entretien, petite maintenance).

Quelques enseignements généraux sur l'approche du projet

- L'approche a été bien accueillie au niveau des habitant.es et communes car elle a permis notamment de **leur donner les moyens d'agir** à tous les niveaux : depuis la compréhension des enjeux de leur territoire autour du risque inondation jusqu'à la mise en place d'actions à leur portée ;
- **L'implication des acteurs institutionnels nationaux** (DGPI, ONAS, ADM) a été permise à travers la participation à des réunions de pilotage et comités techniques. **Leur mobilisation reste limitée** en raison du portage local du projet et du manque d'outils pour suivre des micro-projets qui interviennent au niveau tertiaire (échelle de la rue, du quartier) ;
- **Le fonds rotatif**, qui permet d'avancer la contrepartie des habitants, ressort comme **un outil pertinent et efficace**, car il a permis de mobiliser facilement les financements des habitants. **La mobilisation des fonds communaux a cependant connu des difficultés**, en raison de l'absence de transfert des fonds de l'Etat et des procédures de décaissement.
- Les outils et approches développés ont permis un **renforcement des compétences** sur :
 - ◇ La conception et le dimensionnement de micro—ouvrages de gestion des inondations adaptés aux capacités locales (équipe projet) ;
 - ◇ La réalisation d'ouvrages par les artisans (écoles chantiers) et le suivi de chantier (membres FSH) ;
 - ◇ L'approche genre (équipe projet, FSH).

Limites de l'approche

- Le temps de planification et des études a été long : il y a nécessité de pouvoir démarrer de petits ouvrages rapidement en parallèle à la planification ;
- Le volume de financement reste faible par rapport aux besoins : une mise à l'échelle nécessaire avec des financements additionnels ;
- La contribution financière des habitant.es pour la réalisation d'ouvrages publics pose question : est-ce de leur responsabilité ?

CONTACTS

Gret : diop.senegal@gret.org

urbaSEN : papa.ameth.keita@gmail.com

FSH : aissata926@gmail.com

urbaMonde : benedicte.hinschberger@urbamonde.org

AVEC LE SOUTIEN DE :



PAROLES D'ACTEURS

« Ce qu'urbaSEN nous a montré, c'est qu'on a des ressources et des choses qu'on peut créer. [...] Ici, les mairies dépendent trop de l'État parce que beaucoup de choses ne sont pas claires dans l'acte III [de la décentralisation]. Moi je dis souvent que c'est une autonomie entre guillemets. Et cette autonomie, on doit la gagner avec les partenaires. » **Conseiller Municipal de Whakinane Nimzatt, Juillet 2021**

RECOMMANDATIONS

- **Les approches comprenant une participation active des habitant.es** devraient être mieux prises en compte dans la définition des politiques publiques du Sénégal.
- **La mise à disposition de fonds par l'Etat** auprès des habitant.es et des communes permettrait d'augmenter les réponses au risque inondation dans les quartiers périphériques (réseau d'assainissement secondaire et tertiaire), en particulier dans les communes ayant déjà développées les planifications.
- **Construire des projets d'envergure entre l'Etat, la commune et les collectifs d'habitants** permettrait d'allier cohérence de l'action, des réponses locales adaptées et une appropriation des ouvrages indispensable à leur pérennité.
- **La réplication de cette expérience** dans d'autres communes du Sénégal permettrait d'initier une dynamique d'amélioration de la gestion des inondations par les habitants.
- **La DPGI** pourrait assurer un rôle de coordination entre acteurs des inondations pour la cohérence des actions et le partage d'informations.

LES FICHES METHODOLOGIQUES

N° 1 : Approche générale du projet

N° 2 : La planification participative

N° 3 : La cartographie

N° 4 : Le cofinancement et portage des ouvrages

N° 5 : Des réponses techniques adaptées : conception

N° 6 : Des réponses techniques adaptées : réalisation